



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 12 novembre 2024

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 19  
Nombre de votants : 25

Date de la convocation : 31 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le douze novembre à quatorze heures trente-six, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

## Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

## Absents excusés :

M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

## Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Convention de gestion entre le CIAS et la CCBM pour le portage du projet de construction d'un équipement communautaire dédié à la petite enfance

*Action sociale  
d'intérêt  
communautaire*

Madame Mariane LUQUÉ, Vice-présidente en charge des affaires sociales expose :

Au regard du diagnostic de territoire qui confirme le besoin avéré de disposer d'un mode d'accueil collectif pour les enfants de 0/3 ans, une réflexion a été engagée pour envisager la construction, en remplacement de la crèche actuelle, d'un nouveau bâtiment de type « Maison de l'enfance » qui permettrait d'accueillir l'ensemble des services de la petite enfance en un même lieu et ainsi permettrait le développement des actions « parentalité » des différents services communautaires et partenaires.

Le CIAS ne disposant pas de l'ingénierie en interne ni du budget nécessaire pour mener ce projet, il est proposé aux membres du Conseil Communautaire d'approuver la convention permettant au CIAS de

confier les missions suivantes à la CCBM :

- Etudes pré-opérationnelles ;
- Diagnostic préalable ;
- Etudes des charges de fonctionnement inhérentes à l'activité induite par cet équipement ;
- Etudes et diagnostics divers, notamment SPS et opérations de contrôle ;
- Maîtrise d'œuvre de travaux ;
- Sollicitation de subventions ;
- Travaux.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu l'article L. 5214-16-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2017/CC08/15 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2017 portant transfert de la compétence « Action sociale d'intérêt communautaire » au CIAS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

Considérant que l'article L. 5214-16-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que la communauté de communes peut confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public ; et que dans les mêmes conditions, ces collectivités territoriales et établissements publics peuvent confier à la communauté de communes la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions ;

Considérant qu'il résulte des dispositions précitées que le CIAS peut confier à la CCBM le portage du projet de construction d'un équipement communautaire dédié à la petite enfance ;

Considérant que le projet de convention présenté, conclu sur ce fondement n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation, par le CIAS, du portage du projet de construction d'un équipement communautaire dédié à la petite enfance ;

Considérant que le projet de convention présenté n'obéit qu'à des considérations d'intérêt général et répond aux conditions fixées par l'article L. 2511-6 du Code de la commande publique et l'article L. 3211-6 du Code de la commande publique relatif aux contrats de concession et peut ainsi être passé sans mise en concurrence ni publicité préalable ;

Vu la délibération n°D2024101604 du Conseil d'Administration du CIAS en date du 16 octobre 2024 portant approbation du projet de convention ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-présidente,

#### DÉCIDE

- D'approuver le projet de convention de gestion pour le portage de construction d'un équipement communautaire dédié à la petite enfance, lui permettant de porter les missions citées ci-dessus ;
- D'autoriser le Président à signer tout document afférent.

#### ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance  
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.